

CONTRAT DE SERVICE

ENTRE

84104023100018 SAS, « WIMO », domiciliée au 12 rue Chabonais, Paris, France, 75002, représentée par son président, **VINCENT SERVIERE**, dûment autorisé à cette fin tel qu'il le déclare.

(Ci-après appelé(e) le « **Client** »)

ET

ALAHASSA NONVIKAN KARL-AUGUSTT, résident au 2350 Edouard-Montpetit, app. 8111, Montréal (H3T J4), Québec, Canada

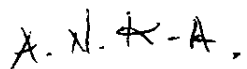
(Ci-après appelé(e) le « **Fournisseur de services** »)

(Ci-après individuellement appelés « **Partie** » et collectivement appelés les « **Parties** »)

PRÉAMBULE

- ATTENDU QUE** Le Fournisseur de services est spécialisé dans la recherche en intelligence artificielle (AI architecte) ;
- ATTENDU QUE** Le Client désire se procurer les services du Fournisseur de services ;
- ATTENDU QUE** Le Client considère que le Fournisseur de services possède les compétences, les qualifications et l'expérience nécessaires pour fournir les services au Client ;
- ATTENDU QUE** Le Fournisseur de services accepte de fournir de tels services au Client suivant les termes et conditions énoncées dans le présent contrat (ci-après appelé le « **Contrat** »).

COMPTE TENU DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT ET ACCEPTENT CE QUI SUIT :



ARTICLE 1 — PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule et les annexes font partie intégrante du Contrat.

ARTICLE 2 — SERVICES FOURNIS

2.1. Par le Contrat, le Client engage le Fournisseur de services pour fournir les services (ci-après appelés les « Services ») détaillés en Annexe A.

2.2. Il est entendu que le Client fournira au Fournisseur de services un cahier des charges détaillés et l'échéancier et que ces documents lui seront présentés au minimum sept (7) jours avant le début de l'exécution des Services. Ces documents seront signés par les Parties et feront partie intégrante du présent Contrat.

2.3. Les Services incluent également toutes les tâches sur lesquelles les Parties se seront entendues par un accord écrit et signé par chacune des Parties dans des addendums au présent Contrat.

2.4. Le Fournisseur de services accepte de fournir lesdits Services au Client.

ARTICLE 3 — DURÉE DU CONTRAT

3.1. Le Contrat demeurera en vigueur jusqu'à la fin de l'exécution des Services précisé par le cahier des charges et l'échéancier, tel que prévu à la clause 2.2.

3.2. Le Contrat débutera le 16 Janvier 2020.

3.3. Le Contrat peut être résilié soit par l'arrivée du terme prévu à l'article 3.1., soit par la résiliation unilatérale du Contrat.

3.4. En cas de résiliation unilatérale du Contrat par le Fournisseur de services avant l'exécution complète des prestations de services, une pénalité d'un montant correspondant 30% de la rémunération totale à laquelle il aurait eu droit à titre de rémunération pour les services déjà rendus lui sera imposée. Si le Client a effectué des paiements en vue de la prestation de services qui n'ont pas été rendus, le Fournisseur de services devra soit délivrer les services déjà payés, soit en faire remboursement au Client, le choix étant laissé à ce dernier.

3.5. Si l'une des Parties est en défaut en vertu du Contrat, l'autre Partie peut résilier le Contrat unilatéralement. Cette dernière devra, par un avis écrit, donner à la partie en défaut, pour y remédier, un délai de deux (2) semaines dont le décompte démarre à partir de sa réception. Si la partie en défaut n'a pas remédié à son défaut à l'issue du délai de deux (2) semaines, le Contrat sera réputé résilié, et la partie en défaut se verra imposer la pénalité mentionnée à l'article 9.1 du Contrat.

3.6. Le Contrat peut être renouvelé par un accord écrit et signé par chacune des Parties. Le Contrat renouvelé est soumis aux mêmes conditions que le Contrat, sauf si les Parties ont prévu autre chose par écrit.



A. N. K-A.

ARTICLE 4 — COMMUNICATIONS

Tous les avis et les communications nécessaires ou permises par le Contrat seront présumées avoir été reçues par les Parties trois (3) jours ouvrables après leur envoi. Ils se feront par écrit, aux coordonnées suivantes :

- Coordonnées du Client : WIMO à l'attention de
Nom, Prénom : Servière, Vincent
Adresse : 12 rue Chabonais, Paris, France, 75002
Téléphone :
Courriel : vincent@wimo-conseil.fr
- Coordonnées du Fournisseur :
Nom, Prénom : Alahassa Nonvikan Karl-August
Adresse : 2350 Edouard-Montpetit, app. 8111, Montréal (H3T Jj4), Québec, Canada
Téléphone :
Courriel : k.augustt.alahassa@gmail.com

ARTICLE 5 — MODALITÉS DE PAIEMENT

5.1. Le Client s'engage à payer au Fournisseur de services, pour l'exécution des Services prévus par le Contrat, la somme de trente mille dollars canadiens (30,000.00 \$CAD), échelonnée sur une période de 6 mois, par des paiements partiels de mille cinq cents dollars (1,500.00 \$CAD) par semaine avec versement du reste dû à la fin de la prestation de services.

5.2. La somme mentionnée à la clause 5.1 sera payable sept (7) jours après envoi de la facture, sur une base hebdomadaire.

5.3. Le Fournisseur de service bénéficiera également d'une rémunération exceptionnelle sur la première année d'exploitation du Client, délai courant à partir de la signature du Contrat, équivalente à 8% du chiffre d'affaires générés par la plateforme créée.

ARTICLE 6 — FOURNITURE DE RESSOURCES

Le Client met à la disposition du Fournisseur de services un poste de travail dans un centre d'affaires et du matériel adéquate si le fournisseur de service en fait la demande avant le 10 janvier 2020 et dans le but de faciliter l'exécution des Services.

ARTICLE 7 — DÉPENSES ENCOURUES

7.1. Le Client ne rembourse pas les dépenses qui pourraient être encourues par le Fournisseur de services.

 A. N. K. - A.

ARTICLE 8 — DÉFAUT DE PAIEMENT

8.1. Dans l'éventualité où le Client ne respecte pas les échéances ou le montant des paiements prévus au Contrat, ce dernier devra verser au Fournisseur de services une pénalité correspondant à 2,45% par mois de retard, soit un taux d'intérêt annuel de 33,7%

8.2. Dans l'éventualité où le Client ne respecte pas les échéances ou les montants des paiements prévus au Contrat, le Fournisseur peut également résilier unilatéralement le Contrat, conformément à l'article 3 présent Contrat.

ARTICLE 9 — DÉFAUT D'EXÉCUTION

9.1. Dans l'éventualité où le Fournisseur de services n'exécute pas les Services conformément au Contrat, ce dernier devra verser au Client une pénalité d'un montant correspondant à 30% de la rémunération totale à laquelle il aurait eu droit à titre de rémunération pour les services déjà rendus.

9.2. Dans l'éventualité où le Fournisseur de services n'exécute pas les Services conformément au respect du planning et du cahier des charges, le Client pourra suspendre ses paiements au Fournisseur de service.

9.3. Le Client peut également résilier unilatéralement le contrat, conformément à l'article 3 du présent Contrat.

ARTICLE 10 — PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Toute la propriété intellectuelle et le matériel relié à la propriété intellectuelle incluse dans le travail produit ou développé en vertu du Contrat (ci-après appelée la « Propriété intellectuelle »), appartient exclusivement au Client et son usage par ce dernier ne peut pas être limité d'une quelconque manière.

10.2. Le Fournisseur de service, renonce expressément à se prévaloir de ses droits moraux sur la Propriété intellectuelle.

10.3. Tous les droits qui n'ont pas été expressément attribués au Client en vertu du Contrat sont retenus par le Fournisseur de services.



A. X. R. A.

ARTICLE 11 — CONFIDENTIALITÉ

11.1. Le Fournisseur de services s'engage, pendant la durée du Contrat et après la résiliation de celui-ci, à ne pas, de manière non autorisée, divulguer, ébruiter, rapporter ou utiliser à toute fin les informations désignées comme confidentielles telles que présentées en Annexe B, concernant l'entreprise du Client.

11.2. À l'échéance ou lors de la résiliation du Contrat, le Fournisseur de services remettra au Client, à sa demande, tous biens, documents, registres ou informations désignés comme étant confidentiels dont le Client est propriétaire.

11.3. Une pénalité de cinq mille dollars (5,000.00 \$CAD) sera imposée pour toute violation à l'article 11, en plus des dommages-intérêts auxquels aura droit le Client en réparation des dommages encourus.

ARTICLE 12 — TRAVAILLEUR AUTONOME/ENTITÉ INDÉPENDANTE

Les Parties s'entendent sur le fait que le Fournisseur de services n'est pas un employé du Client, mais bien un travailleur autonome. Elles sont également d'accord sur le fait que le Contrat en est exclusivement un de service et ne crée pas entre elles un partenariat ou une coentreprise.

ARTICLE 13 — GARANTIE LIMITÉE

Le Fournisseur de services rend les Services professionnellement et conformément à la pratique de son secteur d'activité, mais n'assume aucune garantie expresse ou implicite concernant, la valeur commerciale.

ARTICLE 14 — RESPONSABILITÉ LIMITÉE

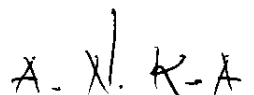
Le Fournisseur de services ne sera pas responsable envers le Client ou tout agent associé au Client pour toute erreur de jugement ou tout acte effectué de bonne foi et se situant dans les limites des pouvoirs expressément ou tacitement conférés au Fournisseur de services en vertu du Contrat.

ARTICLE 15 — CESSION

Le Contrat n'autorise pas le Fournisseur de services à céder, d'une quelconque manière, les obligations qu'il a contractées en vertu du Contrat à un tiers, sans que le Client ait préalablement consenti par écrit à la cession.

ARTICLE 16 — TITRES

Les titres des articles ne servent qu'à faciliter la lecture du Contrat. Les Parties n'entendent pas à ce qu'ils soient utilisés pour interpréter les clauses du Contrat.



ARTICLE 17 – INDÉPENDANCE DES CLAUSES

Toute décision d'un tribunal déclarant la nullité ou l'absence de force exécutoire d'une des clauses du Contrat, n'a pas d'incidence sur la validité ou la force exécutoire des autres clauses du Contrat.

ARTICLE 18 – LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE

18.1. Le Contrat est régi par les lois canadiennes et québécoises applicables.

18.2. Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, la résiliation, les conséquences et les suites du Contrat sera soumis aux tribunaux compétents de la Province du Québec.

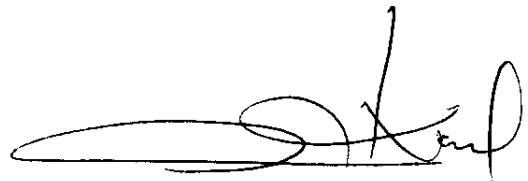
EN CONSIDÉRATION DE QUOI, les Parties ont signé le présente Contrat au lieu et date indiqués ci-dessous,

Lieu : Montréal (Québec), Canada

Date : 05 / 12 / 2019



Vincent Serviere,
Président de WIMO
le Client



ALAHASSA NONVIKAN KARL-
AUGUSTT, le Fournisseur de services



A.N.K-A.

ANNEXE A – LISTE DES SERVICES NON EXHAUSTIFS

- Contribuer au développement d'une plateforme BtoB;
- Effectuer des recherches permettant de récolter et d'exploiter des données;
- Appliquer des techniques pertinentes d'IA et d'apprentissage automatique pour créer des expériences utilisateurs intelligentes.

 A. N. K-A.

ANNEXE B – CONTENU DE L'INFORMATION CONFIDENTIELLE

Les Parties conviennent que l'Information confidentielle signifie toute donnée ou information relative à l'entreprise du Client qui n'est pas généralement connue du public, que ce soit sous forme tangible ou intangible, quel que soit le temps ou la forme de la divulgation, incluant, sans restriction :

(i) Toute information concernant les fournisseurs, les entreprises, les perspectives d'affaires, la structure corporative ou organisationnelle, l'actionnariat, la situation financière, la propriété intellectuelle, les systèmes informatiques et techniques, les projets de développement et, de façon générale, les affaires relatives à l'entreprise du Client et les produits et services développés, distribués ou commercialisés, qu'elle soit de nature financière, commerciale, technique ou autre, notamment les états financiers, les plans stratégiques, les plans d'affaires, les connaissances, les secrets commerciaux, le savoir-faire, les modalités de vente ou de service et les modalités et conditions des contrats auxquels les Parties sont parties, que l'information soit ou non reliée au contrat et quel qu'en soit le support ;

(ii) Toute information transmise sous la forme écrite ou sous quelque autre forme que ce soit, portant la mention « confidentiel », et portant une date de divulgation. Lorsque transmise verbalement, l'Information confidentielle est confirmée dans un délai raisonnable par un écrit daté et portant la mention « confidentiel » ;

(iii) Toute information scientifique ou technique, invention, design, processus, procédure, formule, amélioration, concept, rapport, donnée, savoir-faire, travail en cours, outil de développement, spécification, logiciel informatique, code source, code d'objet, diagramme de flux, centre de données, technologie ou méthode ;

(iv) Le présent Contrat, son existence, les discussions entre les Parties relatives au Contrat ainsi que la teneur et le contenu des discussions entre les Parties et des ententes pouvant en découler ;

(v) Toute autre information relative à l'entreprise du Client qui peut être reconnue comme étant confidentielle. L'Information confidentielle n'a pas besoin d'être nouvelle, unique, brevetée, soumise à droits d'auteur ou d'être un secret d'entreprise pour être désignée en tant qu'Information confidentielle.



A. N. K-A.